MÉMORIAL

DES

SÉANCES DU CONSEIL MUNICIPAL

DE LA VILLE DE GENÈVE

Vingt et unième séance – Mardi 9 novembre 1999, à 20 h 45

Présidence de M^{me} Alice Ecuillon, présidente

La séance est ouverte à 20 h 45 dans la salle du Grand Conseil.

Font excuser leur absence: *M. Tristan Cerf, M^{me} Liliane Chabander-Jenny, MM. Philippe Cottier, Guy Jousson, Sami Kanaan, André Kaplun, Jacques Mino, M^{mes} Alexandra Rys et Evelyne Strubin.*

Assistent à la séance: *M. Pierre Muller, maire, M. Alain Vaissade, vice-président, MM. André Hediger, Manuel Tornare et Christian Ferrazino, conseillers administratifs.*

CONVOCATION

Par lettre du 25 octobre 1999, le Conseil municipal est convoqué dans la salle du Grand Conseil pour mardi 9 novembre et mercredi 10 novembre 1999, à 17 h et 20 h 30.

1. Communications du Conseil administratif.

Néant.

2. Communications du bureau du Conseil municipal.

Néant.

3. Proposition de résolution du Conseil administratif concernant la proposition du Conseil d'Etat en vue du démantèlement de la Ville de Genève (PR-29)¹.

Considérant:

- la révélation, par la presse, d'un projet du Conseil d'Etat visant le démantèlement de la Ville de Genève, dont le Conseil administratif ignorait l'existence,
- la réaction immédiate du Conseil administratif faisant part de son intention, préalablement à toute discussion avec l'Etat, de consulter le Conseil municipal et les partis politiques, vu les conséquences et les enjeux d'un tel projet,
- la volonté du Conseil administratif de susciter un débat démocratique dans l'enceinte du Conseil municipal afin que ce dernier puisse exprimer en toute connaissance de cause son avis,
- la volonté des autorités municipales d'accroître l'autonomie communale et de renforcer le rôle de la Ville, au sein d'une communauté urbaine (cf. discours de législature),
- le fait que, si les questions soulevées par le Conseil d'Etat dans le projet susmentionné ont le mérite d'ouvrir un débat, il ne saurait être question de souscrire aux solutions proposées,

le Conseil administratif propose au Conseil municipal d'adopter le projet de résolution suivant:

¹ Urgence acceptée, 1818.

PROJET DE RÉSOLUTION

Le Conseil municipal

- invite le Conseil administratif à défendre les intérêts de la municipalité et à combattre en conséquence le projet de démantèlement proposé par le Conseil d'Etat;
- demande au Conseil administratif d'étudier tout moyen susceptible de renforcer l'autonomie communale intégrant la résorption de doublons coûteux pour la collectivité genevoise.

Préconsultation

M^{me} Liliane Johner (AdG/TP). Je n'ai pas pour habitude de citer la Bible, mais... (*Brouhaha.*) Attendez! Nous pourrions cependant invoquer le Ciel en disant: «Père, pardonne-leur, car ils ne savent pas ce qu'ils font.» Quoique, tout bien considéré, le projet de loi du Conseil d'Etat A 200 modifiant la Constitution de la République et Canton de Genève ne soit pas si innocent que cela. Nous avons tout entendu pour le qualifier: fusion, main basse sur la Ville, fission: terme beaucoup plus approprié. Nous pourrions également parler de putsch, quoique les velléités du Conseil d'Etat ne soient pas, pour le moment du moins, une prise de pouvoir par les armes.

Pour contrer cette proposition, un petit regard historique est indispensable. Depuis 1535, Genève était une république urbaine dans la tradition des républiques italiennes du Moyen Age. C'est l'occupation française de 1798 qui va entraîner pour Genève et toute la République helvétique le découpage du territoire en communes, selon le modèle mis en œuvre dès 1800 dans la France révolutionnaire. La Ville de Genève et les villages qui avaient dépendu de l'ancienne république deviennent des communes à part entière. En 1814, la République de Genève est instaurée. La Restauration maintient, dans un premier temps, le régime municipal, mais ses chefs, surtout préoccupés d'assurer la domination des patriciens et des notables de la ville sur l'ensemble du territoire, ne trouveront rien de mieux que de mettre fin à l'autonomie de la Ville de Genève; ce qui devait être la meilleure manière de s'assurer une majorité, aussi bien dans la ville que dans l'ensemble du canton. En effet, la Constitution du 24 août 1814 supprime la mairie de Genève en faisant entrer l'administration de la Ville dans l'administration générale de la République; son nom: Ville et République de Genève. Les pressions pour rendre à la Ville son autonomie ne cesseront pas. Le Conseil représentatif du Canton s'y opposera. Cette obstruction systématique contribuera pour beaucoup à la Révolution de 1841. La Constitution votée en 1842 non seulement marque l'avènement de la démocratie représentative, par l'adoption du suffrage universel, mais encore confère à la Ville de Genève une autonomie véritable. La

Constitution cantonale de 1847, issue de la Révolution radicale, ne remettra pas en cause l'existence de la commune de Genève. A noter que, vers 1815, Genève-Ville compte quelque 25 000 habitants. Elle est la première ville industrielle de Suisse. Sa richesse, comparée à celle de la campagne, est telle que, lors de la redistribution des charges, en 1842, elle hérite d'un certain nombre de «poids lourds», notamment dans le domaine de la culture, soit: la Bibliothèque publique, le Musée académique, le Jardin botanique, les écoles d'horlogerie, le Bureau des travaux publics et l'Etat civil. On connaît la suite: 1849, démolition des fortifications; 1896, Exposition nationale à Plainpalais; développement de la ville jusqu'à ce qu'éclate la Première Guerre mondiale. C'est en 1924 que le Conseil d'Etat annonce son intention de rationaliser l'administration des communes, soit de faire fusionner les communes de Genève, des Eaux-Vives, de Plainpalais et du Petit-Saconnex. Carouge, prise dans le lot, refuse farouchement cette perspective. Puis, c'est la votation populaire du 18 mai 1930, qui approuve la création de Genève, Ville autonome.

Cela dit, sur la forme, la méthode du Conseil d'Etat n'est pas admissible. Préparer un projet de loi de cette importance sans consultation préalable, c'est bafouer la Ville et la considérer comme quantité négligeable. Cette façon de procéder est d'autant plus surprenante que la proposition, comme on le sait, émane d'anciens élus de la Ville. Elle fait fi du débat démocratique. Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette attitude est peu courageuse.

Sur le fond, la commune est la base de notre société. Elle est inscrite dans la Constitution fédérale, et la prochaine Constitution tend à élargir les pouvoirs des communes. L'Etat procède à l'envers du bon sens. Est-ce une campagne de diversion, un constat d'échec de sa politique? Il est vrai que cette politique a essuyé plusieurs échecs: la Clinique genevoise de Montana, la votation sur l'assainissement des finances cantonales en décembre 1998, la fusion Vaud-Genève des hôpitaux, l'aménagement et le parking de la place des Nations, la place Neuve. Jalousie vis-à-vis d'une ville qui jouit d'une renommée internationale? Mais il n'y a pas que cela. L'Etat s'imagine, à tort, qu'une économie substantielle ressortira d'une mise en commun des administrations municipale et cantonale. C'est un mensonge que de le prétendre. N'importe qui vous dira qu'elle engendrera un coût important. Comment gérer toute la politique sociale de la Ville en la fractionnant en huit parties? La décentralisation existe déjà. Les services à la population, les centres sociaux de quartier, les bibliothèques, les équipements sportifs, sont bien assurés. Nous allons nous trouver face à des communes à deux vitesses: les riches et les pauvres. Mais, surtout, l'attractivité des biens de la Ville constitue certainement le nerf de la guerre. Le Conseil d'Etat réduit à néant l'essence même de la commune. Une cité-Etat va à l'encontre d'un besoin essentiel pour la population genevoise: une véritable politique de proximité et le renforcement de la communauté urbaine.

Nous ne contestons nullement qu'une concertation doit avoir lieu en ce qui concerne d'éventuels doublons, mais ce n'est pas en mettant la Ville sur les pattes arrière que l'on résoudra les problèmes. L'Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes) s'opposera aux visées hégémoniques du gouvernement, elle apportera son soutien inconditionnel au Conseil administratif. Elle préfère un développement de la démocratie de quartier et de la collaboration intercommunale. (*Quelques applaudissements.*)

La présidente. Nous sommes saisis d'une motion d'ordre de M. Coste et du groupe socialiste.

M. Olivier Coste (S), faisant une motion d'ordre. C'est en effet plutôt en mon nom personnel et au nom de quelques collègues que je fais cette motion d'ordre. Je demande de repousser le débat sur la fusion Ville-Canton à demain, pour que la population du canton, comme celle de la ville, puisse suivre en direct un débat qui la concerne sur TV Léman bleu, seules nos séances du mercredi étant retransmises. Notre Conseil municipal a soutenu un outil d'information locale complémentaire à la presse écrite, il serait bon de pouvoir faire coïncider les débats d'importance régionale avec les soirs de retransmission. Je pense que nous aurons aussi à redorer notre image suite au débat que nous avons offert le 13 octobre avec la motion N° 5 concernant nos tickets pour le parking de Saint-Antoine. Nous avons un débat qui concerne l'ensemble du canton, profitions-en.

La présidente. Pour respecter l'article 57 du règlement du Conseil municipal, chaque groupe aura la parole pendant deux minutes pour s'exprimer sur la motion d'ordre et ensuite nous voterons sur cette motion d'ordre.

M. Robert Pattaroni (DC). Bonne idée, nous approuvons!

M^{me} Marie Vanek (AdG/SI). Nous, Alliance de gauche (SolidaritéS et Indépendants), pensons que nous nous sommes battus pour l'urgence et que c'est ce soir que nous devons débattre de cette proposition de résolution, pour la simple et bonne raison que, quand l'urgence d'une proposition est acceptée, il faut traiter cette dernière tout de suite. Nous partons donc du point de vue qu'il faut faire ainsi.

M. Roger Deneys (S). Le groupe socialiste aura une position divergente sur ce sujet. Il est vrai que, quelque part, la population genevoise mérite ce droit à l'information. Je vous rappellerai que les comptes rendus des sessions du Conseil municipal que l'on trouve dans la presse sont complètement subjectifs et incomplets et que, en l'occurrence, le seul moyen pour les citoyens de se faire une opinion réelle, c'est de nous écouter, avec nos défauts et nos qualités. Dans le cas présent, je trouve que ce débat mérite d'être retransmis par TV Léman bleu.

M. François Sottas (AdG/TP). J'interviens pour le groupe Alliance de gauche (Parti du travail et Progressistes). Notre position est que l'on a maintenant entamé le débat. Notre camarade M^{me} Liliane Johner est intervenue, le débat a commencé. Si on voulait tenir ce débat plutôt demain à 17 h ou à 20 h 30, il aurait effectivement fallu en parler pendant les discussions sur l'urgence. Maintenant, c'est un peu tard. Le débat est entamé, il a été décidé de l'avoir à 20 h 30, donc on reste à 20 h 30 ce soir.

La présidente. Avec la motion d'ordre, Monsieur Sottas, on peut arrêter le débat quand on veut, pour autant que la majorité s'exprime.

M. François Sottas. Oui, Madame la présidente, mais notre position est que l'on continue le débat maintenant.

M. Jean-Pascal Perler (Ve). Les Verts ont accepté l'urgence; que cela soit pour mardi ou mercredi, c'est totalement égal. Les moyens visuels servent justement à pouvoir suivre à la télévision ce genre de débat. Et c'est vrai que s'il y a un sujet dont tout le monde parle dans notre république, c'est bien celui-là. C'est pour cette raison que les Verts voteront volontiers la motion d'ordre, pour que le débat ait lieu demain, en présence de la télévision.

M. Guy Dossan (R). Le groupe radical ne votera pas la motion d'ordre. On a voté l'urgence à la séance de 17 h, il fallait peut-être proposer de faire le débat sur le fond mercredi à ce moment-là; on n'en serait pas là. Le débat a commencé. Il est vrai qu'il y a peut-être des gens qui regardent TV Léman bleu, mais ce n'est quand même pas toute la population genevoise. Je pense donc que l'on peut tout à fait poursuivre le débat ce soir; et nous ferons confiance à la presse, malgré ce que certains viennent de dire.

M. Pierre de Freudenreich (L). Je pense que, si l'on se donne suffisamment de peine, on devrait pouvoir débattre jusqu'à demain, ce qui réglerait le problème pour les conclusions. Cela dit, il s'agit de votre télévision, on vous laisse le choix de savoir si vous souhaitez être retransmis en direct ou pas.

Mise aux voix, la motion d'ordre de M. Coste est refusée à la majorité (quelques abstentions).

M. Daniel Sormanni (S). La proposition du Conseil d'Etat pose dès le départ le problème de la forme. Je pense qu'il aurait été plus judicieux, pour soulever une problématique constitutionnelle telle qu'elle a été proposée par le gouvernement, de s'entourer au préalable de l'ensemble des acteurs politiques de notre canton; cela aurait été la première démarche à faire.

On constate incontestablement – et, à mon avis, tout le monde ici peut le dire, en tout cas quelques anciens – que cela fait plusieurs années qu'un certain nombre de problèmes de répartition de différentes compétences, de différentes charges, des recettes entre le Canton et les 45 communes de notre petite République se posent; de même que leur corollaire, bien révélé notamment avec la crise économique que nous avons vécue – nous sommes peut-être en train d'en sortir, mais, enfin, nous l'avons vécue depuis une dizaine d'années – par rapport à la crise des recettes, du financement d'un certain nombre d'activités et d'institutions d'importance cantonale, voire régionale. On le voit à l'historique de la Ville de Genève qui a été fait, je ne vais donc pas y revenir et je crois que je ne vais pas en rajouter sur ce terrain-là.

On s'est tout de même aperçu que, malgré le fait que les femmes et les hommes qui ont défilé, aussi bien au gouvernement cantonal qu'au gouvernement municipal de notre ville, ont changé au cours de ces quelques années, les problèmes subsistent. Cela tient au fait que les relations entre la Ville et l'Etat sont orageuses depuis très, très longtemps. Je crois que ce n'est pas en instaurant le débat de la manière avec laquelle le Conseil d'Etat l'a instauré que nous allons vers la résolution facile et simple de la problématique qui, pour un certain nombre de choses en tout cas, est juste.

Le gouvernement cantonal s'est cru autorisé – et il en a le droit en tant que tel, puisqu'il est une autorité élue – à prévoir l'organisation administrative et politique du canton sous la dénomination «République et Ville de Genève», la création de plusieurs communes urbaines, la répartition des compétences, basée sur le principe de la subsidiarité, et la péréquation financière intercommunale. Les documents ont été fournis hier à la conférence de presse du Conseil d'Etat; on n'a d'ailleurs rien appris de nouveau par rapport à ce qui était sorti dans la presse. A

mon sens, les articles constitutionnels et les documents qui ont été fournis, avec un historique – dont certaines choses d'ailleurs sont fausses – constituent un peu une coquille vide. Je pense qu'il aurait été plus intelligent de présenter la problématique historique entre la Ville et l'Etat de manière parfaitement exacte.

On s'aperçoit qu'un certain nombre des propositions détaillées du Conseil d'Etat sont contradictoires. Alors que le gouvernement cantonal fait une liste des différentes propositions – numérotées de 1 à 7 – il ne retient finalement que le scénario N° 7 pour essayer d'aller de l'avant dans un article constitutionnel, pourtant un certain nombre de ces propositions se recoupent. La proposition N° 2 envisage le transfert des compétences dans le sens Ville-Etat: on ne va surtout pas le faire et vider la Ville de sa substance, cela pourrait choquer la Ville; voilà ce que nous dit le Conseil d'Etat. Il fait ensuite la proposition N° 7; pour moi, c'est bonnet blanc et blanc bonnet.

Le Conseil d'Etat nous dit aussi que, finalement, l'objectif pour la Ville de Genève, c'est de rapprocher les élus du citoyen contribuable, qui utilise les prestations fournies; il donne d'ailleurs un certain nombre d'indications dans ce domaine, en faisant des comparaisons avec quelques communes rurales. Ce qui est assez amusant, parce que, dans ce débat, on ne parle en fait pas des autres communes, mais seulement de la commune Ville de Genève; or il faudrait peut-être aussi intégrer l'ensemble des communes dans ce projet de modification constitutionnelle. Le Conseil d'Etat nous explique qu'une centralisation de la gestion n'exclut pas, pour le surplus, la décentralisation de l'exécution. Moi, je lis cela dans le sens suivant, à savoir que, en fin de compte, l'Etat veut fixer toutes les prérogatives de la Ville de Genève – et peut-être éventuellement celles des communes issues de la partition de la Ville de Genève en cinq à dix communes, s'il en restait – et veut lui donner quelques tâches d'exécution du Canton. S'il veut rapprocher l' élu du citoyen, je ne crois pas que ce soit une bonne solution. Je ne pense pas qu'il suffira, à ce moment-là, aux communes de dire: «Voilà ce que nous pouvons tout de même faire grâce à nos organes politiques»; parce qu'il faudra bien qu'il y en ait quelques-uns. L'existence des communes est inscrite dans la Constitution fédérale; par conséquent, on ne peut pas les supprimer. Il faudra donc bien qu'il reste quelques communes et qu'on leur donne quelques prérogatives.

En tout cas, d'après ce que l'on peut entendre et lire et dans ce que j'ai entendu hier à la conférence de presse, je n'ai pas trouvé de proposition véritablement concrète sur ce plan de la part du gouvernement cantonal, hormis le fait que le Conseil d'Etat fait un peu la fuite en avant, en disant: «Nous allons rationaliser la gestion, nous allons pouvoir rapprocher les élus des citoyens et, par conséquent, être plus efficaces dans nos prestations.» A aucun moment de cette conférence de presse, un conseiller d'Etat n'a dit que la réforme institutionnelle en

question amènerait d'éventuelles économies. Les conseillers d'Etat sont bien incapables de chiffrer quoi que ce soit – et d'ailleurs je crois que tout un chacun en est bien incapable – au sujet d'éventuelles économies de gestion que pourraient induire ces propositions.

Ils citent également plusieurs points où ils relèvent qu'il y a un certain nombre de problèmes et qu'il faudrait modifier les compétences entre l'Etat et les communes. Ils nous parlent alors de l'aménagement du territoire; sur ce point, je crois que c'est assez clair, les procédures d'autorisation de construire dépendent déjà de l'Etat. La création d'une agence d'aménagement du territoire a été discutée; pour l'instant, cette idée n'a pas avancé, mais elle pourrait éventuellement être intéressante. Le système d'information du territoire genevois est déjà de la compétence cantonale, donc les communes n'ont rien à dire dans ce domaine. L'environnement, la gestion des déchets, l'usine des Cheneviers, sont déjà des domaines qui ressortissent au Canton, les communes n'ont rien à dire, si ce n'est de payer la facture. L'action sociale, les centres d'action sociale et de santé (CASS): là aussi, ce sont des compétences cantonales bien définies. Il est clair que la Ville de Genève, avec son Service social, collabore, dans les CASS, à un certain nombre d'actions de proximité qui ne sont pas les mêmes que celles de l'Etat. Je pense que chacun est parfaitement au clair sur cette problématique: l'action de l'Hospice général, l'action des CASS et celle du Service social de la Ville de Genève ne sont pas du tout les mêmes. Le Service social de la Ville de Genève fait un travail de proximité auprès des gens qui en ont besoin, il n'est pas là pour distribuer les prestations fournies par les CASS. En ce qui concerne les agents de ville et la sécurité civile, il me semble que l'on a déjà suffisamment discuté de cette problématique et on a pu voir qu'il n'y a pas de compétence municipale dans ce domaine. Les activités parascolaires sont un bon exemple où l'Etat a donné des compétences nouvelles aux communes. Mais on nous a aussi donné la facture. C'est également un domaine où le Conseil d'Etat s'est finalement déchargé d'un problème, parce qu'il ne voulait plus payer. Quant à la culture, je crois qu'effectivement la Ville de Genève assure la politique culturelle pratiquement pour l'ensemble du canton. Les finances, les renseignements fiscaux, la péréquation financière: aucune compétence des communes dans ce domaine. L'énergie, les fonds énergie, le centre intercollectivités: il n'y a pas non plus de compétences communales.

Alors, Mesdames et Messieurs, il me paraît que, en fin de compte la problématique est relativement mal posée. La Ville et les communes ont des tâches de proximité à assurer, et c'est comme cela que nous aurons une meilleure efficacité de l'action. Ce n'est pas parce qu'il y a deux administrations sur le même territoire, mais qui ne font pas la même chose, que nous réglerons les problèmes d'éventuels doublons – je déteste ce terme – que tout un chacun essaie de dénoncer. J'aimerais rappeler quelques thèmes: la problématique des routes en ville de

Genève, dont nous n'avons pas la compétence de l'aménagement, mais pour lesquelles nous avons la compétence de payer; la problématique des frais de police, facturés à la commune Ville de Genève, une incongruité genevoise et suisse; les compétences de la Ville de Genève sur son domaine public, il y a aujourd'hui d'ailleurs un projet de loi du Conseil d'Etat pour rogner encore les recettes de la Ville de Genève sur son propre domaine public, il n'y a pas de domaine public cantonal en Ville de Genève; le travail social de proximité, j'en ai déjà parlé; la politique culturelle cantonale et régionale; la politique sportive, elle n'est pas entièrement municipale, mais nous faisons beaucoup de choses pour l'ensemble du canton. En ce qui concerne les soi-disant doublons, eh bien, il y en a un certain nombre qui sont finalement des doublons Etat-Etat, et je crois que l'Etat ferait mieux de regarder d'abord dans son pré carré avant de venir regarder dans celui des autres. Un joli doublon est celui de la protection civile; je rappelle que, de par la loi fédérale, la protection civile est de compétence communale. Et l'Etat a créé, il y a quelques années, un service cantonal avec des instructeurs cantonaux de protection civile. Il n'en avait pas l'obligation, mais aujourd'hui il prétend vouloir régler ce doublon.

Je crois qu'il y a effectivement des choses à discuter, que le Conseil administratif que nous avons dans notre Ville, ainsi que les précédents, essaie depuis des années de discuter avec l'Etat sur ces problématiques de répartition des charges, de répartition des compétences entre les communes et l'Etat, et que la réponse était plutôt une fin de non-recevoir. Pour pouvoir faire avancer ces problématiques, il faut être deux. Dans une négociation, il faut être deux, il faut avoir la volonté, à deux, d'essayer d'avancer et de régler les problèmes que nous avons à Genève. Les autorités exécutives de cette Ville et le Conseil municipal ont toujours voulu aller dans cette direction. Cela n'a pas été possible et c'est la raison pour laquelle, en ce qui nous concerne, nous approuvons la résolution du Conseil administratif. Je crois que, en effet, le débat a mal commencé et qu'il faut le reprendre sur une autre base.

M. Pierre Losio (Ve). Le débat de ce soir peut certainement trouver les groupes politiques non préparés, dans une mesure distincte pour les uns et pour les autres. Le sujet est d'importance. Est-ce que toutes les instances politiques de chaque parti ont eu le temps de réunir, soit leur assemblée, soit leurs sections, soit leur comité, pour pouvoir préparer un débat sérieux sur l'objet qui nous est soumis? Je pense que l'honnêteté nous commande de dire que ce n'est pas tout à fait le cas.

Ce soir, nous allons donc prendre une position par rapport à ce que le Conseil administratif a déclaré à notre séance précédente, dans les «Communications du Conseil administratif». Qu'a-t-il déclaré? A-t-il dit que l'objet qui est actuelle-

ment en discussion et qui alimente les gazettes n'est pas un sujet de discussion? Je n'ai pas entendu cela de la bouche du Conseil administratif. Certains pensent ou disent que le Conseil administratif aurait eu une réaction épidermique; je ne suis pas de cet avis. Je crois que le Conseil administratif a eu une réaction identitaire; il s'est identifié à la commune dont il a la charge, charge pour laquelle il a été élu et qu'il entend assumer. De plus, je relève que le Conseil administratif, à forte coloration Alternative, s'est retrouvé uni sur le sujet dont il est question. Nous avons entendu le maire prendre la parole, au nom du Conseil administratif pour affirmer cette position. Et nous savons par expérience que, lorsque M. le maire n'est pas forcément d'accord avec la majorité de son Conseil, il le fait savoir; c'est déjà arrivé et il nous l'a fait savoir. Je remarque ce soir un Conseil administratif uni pour défendre l'identité de notre commune. Est-ce qu'il s'agit d'un sujet de discussion? Est-ce qu'il s'agit d'un objet qu'il convient d'aborder, ou de récuser? Sur le fond, je pense qu'il s'agit d'un véritable sujet de discussion.

Quel est ce sujet de discussion? Le sujet de la discussion est le suivant: quelles sont les compétences et les charges respectives, dans la communauté urbaine, de la commune qui s'appelle Ville de Genève et du gouvernement cantonal qui représente l'autorité et s'appelle gouvernement de la République et Canton de Genève? Nous pensons, et je pense, qu'il s'agit effectivement d'un véritable sujet de discussion. Il est donc inutile de l'éluder.

On peut maintenant aborder le point de vue historique, mais je ne m'y étendrai pas, puisque cela a déjà été fait par la représentante du Parti du travail. Occupons-nous de manière très concrète de la situation d'aujourd'hui. Que se passe-t-il? Nous avons à prendre position par rapport à un projet déposé par le Conseil d'Etat. Ce projet du Conseil d'Etat, on peut considérer qu'il est pour le moins abrupt. Pour parler d'un sujet d'une telle importance, il aurait convenu que les deux parties eussent une concertation. Pour pouvoir discuter, il faut pouvoir accepter de discuter. On ne peut pas discuter avec un partenaire qui vient avec un couteau sur la table pour mettre la Ville sur le plot d'équarrissage! Les conditions du débat ne sont pas acquises. Il n'est pas possible de discuter dans ces conditions. Mais cela ne signifie pas, en ce qui me concerne et en ce qui nous concerne, que nous n'acceptons pas de discuter du sujet. Et ce sujet, c'est effectivement: quelles sont les compétences et quelles sont les charges des uns et des autres? Mais, dans ces conditions, nous ne pouvons pas discuter.

L'objet que l'on nous soumet en discussion concerne l'harmonisation, la mise en concordance de compétences et de charges entre deux collectivités publiques: l'une qui a un poids politique très important, parce que c'est la plus grande commune du canton, et l'autre qui est une autorité supérieure, le gouvernement de notre République et Canton de Genève. Ce que je trouve biaisé, dans cette discussion, c'est qu'il s'agit principalement d'une affaire d'harmonisation de certaines

compétences et de certaines charges que d'aucuns appellent des doublons, un terme très banal qui souhaiterait résumer le tout. Mais ce n'est pas seulement cela, c'est aussi un problème d'harmonisation fiscale, de compétences en ce qui concerne la circulation et l'aménagement. Si l'on veut discuter de cela, il faut pouvoir le faire sereinement. Harmoniser et mettre en place des concordances entre les deux entités politiques, cela doit pouvoir se passer autrement que de la manière que nous est proposée.

En effet, dans cette solution proposant une gestion et une harmonisation de gestions réciproques, la seule réponse que l'on nous donne est complètement à côté de la plaque! La réponse que l'on nous donne, c'est une réponse constitutionnelle: on va régler cela non pas en discutant des problèmes, mais en modifiant la Constitution. Ce que je trouve, pour le moins, absolument croquignolet! S'il y a des harmonisations à élaborer et à établir, on ne commence pas par dire: «On va modifier la Constitution pour résoudre des problèmes d'intendance et de gestion»; et je ne les minimise pas, parce qu'ils ont une importance financière pour les deux collectivités publiques. Et que faisons-nous, la Ville et l'Etat, aux temps chauds? Est-ce que ce problème a surgi dans la grande euphorie des années de prospérité économique? Mais, il n'en a jamais été question! La Ville dépensait 245 millions de francs d'investissements, cela faisait fonctionner l'économie, cela faisait fonctionner la construction. Il y avait des bonis, on réinvestissait les bonis, en plus des crédits d'investissement! Est-ce que, à ce moment-là, une seule minute, soit le Conseil d'Etat, soit le Conseil administratif – qui n'était alors pas le nôtre – s'est posé la question? La question se pose de manière accrue, parce qu'aujourd'hui il y a des difficultés financières! Et au lieu de discuter de ces difficultés financières, on nous répond: «Modifions la Constitution, nous allons passer la Ville au plot d'équarrissage.» Non! Cela n'est pas sérieux! Et en disant que cela n'est pas sérieux, je ne parle que de la forme dans laquelle la discussion est posée. La Ville ne peut pas accepter de discuter avec un partenaire qui vient avec le couteau sur la table pour la dépecer.

Cela dit, en ce qui concerne les Verts, nous n'évacuons pas le débat et nous considérons que nous devons effectivement discuter de ce problème. Nous devons charger le Conseil administratif, qui n'est pas le vôtre mais qui est identitairement le vôtre, qui est le Conseil administratif de la Ville de Genève, de discuter avec l'Etat. L'intérêt général commande que la Ville de Genève et l'Etat de Genève discutent sérieusement du problème posé, en dehors d'une modification constitutionnelle. Cela signifie aussi que, si l'on accepte que certaines compétences soient renégociées, ce ne sera plus forcément la Ville qui commandera de manière globale. En effet, si l'on souhaite que le Grand Théâtre ou la sécurité civile, par exemple, soient financés globalement, cela signifie que nous devons abandonner une parcelle de notre pouvoir. Ce sont des choses à négocier. L'intérêt général le commande. Aujourd'hui, je pense que le Conseil municipal, entière-

ment uni derrière le Conseil administratif, même si cela n'est pas votre Conseil administratif, doit dire: «Nous acceptons de discuter, mais pas dans ces conditions.» En disant cela, les Verts ne souhaitent pas évacuer le projet et feront tout ce qu'il est possible pour engager le Conseil administratif à discuter concrètement de ce problème. S'il le faut, on oubliera les négociations qui ont eu lieu entre M. Vaissade et M^{me} Brunschwig Graf, on oubliera les négociations qui ont eu lieu entre M. Hediger et M. Cramer à propos de la sécurité civile, on mettra tout à plat et on discutera sérieusement, dans l'intérêt général. Mais, pour discuter avec un partenaire, on doit pouvoir le faire de manière égale et respectueuse les uns des autres. En l'occurrence, je considère que le Conseil d'Etat n'a pas respecté cette règle. Pour pouvoir discuter, il faut pouvoir se reconnaître identitairement chacun dans l'intérêt général de la communauté genevoise, de façon que les problèmes soient posés et qu'on les aborde en dehors des égoïsmes et surtout en dehors de la menace qui nous a été adressée par le Conseil d'Etat.

J'invite ce Conseil municipal à s'unir derrière le Conseil administratif de la commune de Genève, qui est le Conseil de nous tous ici représentés, afin de le soutenir, premièrement, pour s'opposer à la démarche abusive et autoritaire du Conseil d'Etat et, deuxièmement, pour poser les vrais problèmes et s'engager à négocier de manière égalitaire sur le problème des compétences et des charges. Je souhaite que le Conseil municipal soit uni ce soir dans cette décision. (*Applaudissements.*)

M. Jean-Charles Lathion (DC). Je crois que nous avons eu un effet d'annonce de la part du Conseil d'Etat et de la presse; nous avons également eu une réaction assez vive de la part du Conseil administratif. A mon avis, et de l'avis du groupe DC, il faut dépasser les passions, l'émotionnel, et vraiment se situer en qualité de représentants des citoyens que nous sommes. Or, les citoyens, que constatent-ils, que nous disent-ils en permanence? Que constatons-nous nous-mêmes dans le cadre de nos propres commissions? C'est que les doublons existent! Tout le monde le sait, tout le monde le dit. La création de la Fondetec a constitué un doublon par rapport à tous les efforts déployés par le Département de l'économie. Ces doublons existent également dans d'autres domaines: la culture, les commissions parlementaires par exemple. Actuellement, à la commission des pétitions, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, nous traitons exactement des mêmes problèmes dont on délibère à la commission du même nom du Grand Conseil. Il est donc tout à fait naturel que nous nous posions vraiment les problèmes de fond, les problèmes de doublons, et que nous essayions de trouver des solutions dans une approche d'ouverture, dans une approche constructive.

C'est pourquoi le PDC propose un amendement à la proposition de résolution du Conseil administratif:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal

- invite le Conseil administratif à défendre les intérêts de la municipalité et à *entrer en matière sur une meilleure répartition des compétences entre la Ville de Genève et l'Etat;*
- demande au Conseil administratif d'étudier tout moyen susceptible de renforcer *les compétences de la commune en veillant à résorber les doublons;*
- *incite le Conseil administratif à reprendre l'initiative d'une communauté urbaine selon la motion approuvée par le Conseil municipal.»*

Nous pourrions ainsi discuter du partage des tâches, de la mise en commun des moyens entre les communes en ce qui concerne nos équipements, le sport, la culture, le social, l'aménagement. En faisant ces propositions, nous allons exactement dans le sens de ce que j'ai entendu de la part des préopinants. Nous vous demandons donc d'accepter cet amendement, car nous sommes persuadés qu'il est constructif et qu'il favorisera le débat.

M. Souhail Mouhanna (AdG/SI). Je ne sais pas si le Conseil d'Etat est remonté assez loin dans le passé de Genève, comme l'a fait M^{me} Johner, pour avoir cette idée révolutionnaire de la fusion de l'Etat et de la Ville. Il aurait pu être beaucoup plus révolutionnaire, par exemple en remontant tout simplement dans l'histoire tout court, peut-être à 1871, en s'inspirant de la Commune de Paris, pour proclamer, par exemple, la République et Commune de Genève, et non pas la République et Ville de Genève. Mais je ne crois pas une seule seconde que nos sept conseillers d'Etat – voire un peu moins, puisqu'il semble qu'ils n'aient pas été unanimes pour faire cette proposition – soient aujourd'hui devenus des communards, comme chacun peut en être persuadé.

La question qui se pose alors est la suivante: pourquoi cette idée-là aujourd'hui? Quand il y a des propositions de cette nature, cela veut dire qu'il y a un certain nombre d'objectifs à atteindre. Si les objectifs étaient de supprimer des doublons, comme certains le disent, qu'est-ce qui empêche aujourd'hui le Conseil d'Etat d'engager les négociations avec le Conseil administratif, la Ville de Genève et les autres communes, afin de mieux répartir les compétences et les charges et de supprimer certains doublons? Je ne suis pas d'accord de considérer les doublons sous l'angle économique; ce que je veux dire par là, c'est que, quand on entend parler de doublons, il faut savoir de quoi on parle exactement: par exemple au niveau des banques, est-ce qu'il faudrait supprimer toutes les banques sauf une, parce qu'il y aurait des doublons, ou triplons, ou autre chose? Eh bien, l'essentiel dans tout cela, c'est de savoir quel est l'intérêt de la population. L'inté-

rêt de la population doit être la priorité des priorités. Et l'intérêt de la population aujourd'hui, c'est de voir qu'aussi bien la Ville que les autres communes et l'Etat tombent d'accord sur les solutions proposées, que ses besoins sont satisfaits et que les dépenses diminuent sans répercussion sur les prestations.

Je crois que le Conseil d'Etat aurait effectivement pu engager les discussions là-dessus. Ce que je crains, c'est que le Conseil d'Etat, en formulant une proposition ou une idée aussi énorme, qui va prendre des mois, voire des années de négociations, a peut-être souhaité éluder la discussion et éviter de s'engager dans le vif du sujet de la répartition des compétences entre la Ville, l'Etat et les communes.

Je ne voudrais pas remonter loin dans le passé de Genève, je voudrais m'attacher un peu au présent. Le passé, le présent et l'avenir de Genève me passionnent. Il se trouve que les hasards du calendrier ont voulu que, en même temps que nous avons ce sujet à l'ordre du jour, nous avons assisté à la prestation de serment de l'une de nos collègues, qui a remplacé M. Marejko. M^{me} la conseillère municipale qui a prêté serment tout à l'heure a dit ceci: «Je jure solennellement d'être fidèle à la République et Canton de Genève, et à la Ville de Genève.» Nous avons tous prêté le même serment, en disant: «Je jure» ou «Je promets». Eh bien, ce que demande le Conseil administratif dans la proposition de résolution, c'est justement de défendre les intérêts de la municipalité et de combattre en conséquence le projet de démantèlement proposé par le Conseil d'Etat. Je pense que c'est être fidèles à nos engagements, ou au serment que nous avons prêté ici, dans ces lieux, que de dire que, tant que nous sommes dans le cadre de la législation concernée par cette prestation de serment, nous devons effectivement défendre la commune de Genève. Cela, c'est une première chose.

Il faudrait quand même regarder un peu vers l'avenir pour savoir ce qui va se passer, à supposer que la proposition ou l'idée du Conseil d'Etat se concrétise et que la Ville de Genève soit dépecée en un certain nombre de communes. Va-t-on assister, à l'intérieur de la Ville de Genève, à la naissance d'un certain nombre de communes, avec, sur le plan fiscal par exemple, des centimes additionnels différents d'une commune à l'autre? Nous savons qu'à Coligny, Vandœuvres, Chambésy et autres – on peut aussi tourner autour de Genève – les centimes additionnels sont beaucoup plus faibles qu'en Ville de Genève et dans les communes suburbaines. Aujourd'hui, la Ville de Genève paie beaucoup d'infrastructures non seulement pour l'ensemble du canton, mais également pour la région. Que se passerait-il si la Ville de Genève était effectivement dépecée en un certain nombre de communes, avec cette autonomie qui consiste à définir une fiscalité différenciée? On aurait les communes riches, avec des centimes additionnels peu élevés et les communes pauvres, qui devraient augmenter considérablement leur fiscalité pour pouvoir payer les charges des infrastructures dont tout le monde bénéfi-

cie. De ce point de vue là, je crois qu'il y aurait une injustice très criante, c'est-à-dire que l'on aggraverait les inégalités, aussi bien entre les communes qu'entre les citoyens.

Pour terminer cette intervention en restant fidèle à mes engagements pris lorsque j'ai prêté serment, comme vous l'avez tous fait en entrant en fonction, je présente, avec d'autres collègues, un amendement au projet de résolution du Conseil administratif. Je prie la présidente de bien vouloir en donner connaissance.

La présidente. Je vous donne connaissance de ce projet d'amendement, le deuxième paragraphe est à remplacer par:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal demande au Conseil administratif d'étudier tout moyen susceptible de renforcer l'autonomie communale, pour mieux répondre aux besoins de la population et pour répartir plus équitablement les charges et les compétences entre la Ville, l'Etat et les communes genevoises.»

M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI). L'ensemble des groupes s'est exprimé avec un certain nombre de remarques, au niveau historique et au niveau concret de la situation actuelle. Il est vrai que le fait d'être unis avec le Conseil administratif montrerait une position sur ce problème vis-à-vis de la population de notre ville. Mais si l'on vote cette résolution, quels seront les aboutissants? Est-ce que nous saurons ce qui se passe? Apprendra-t-on tout à coup par la presse que tel et tel événement est survenu et on dira, au sein du Conseil municipal, que l'on n'était pas au courant?

Je propose donc un amendement, pour montrer que le Conseil municipal, avec le Conseil administratif, tient à prendre les devants et à être maître de la situation. Je n'avais pas prévu tous ces amendements, je m'en excuse, mais la présidente saura gérer cette situation. Au deuxième alinéa, j'ajoute:

Projet d'amendement

«et d'informer en tout temps le Conseil municipal de l'évolution du dossier.»

Cela pour montrer au Conseil d'Etat que nous soutenons ce soir le Conseil administratif et que nous sommes conscients de la situation, mais que nous ne

nous laissons pas faire comme cela, dans les nuages. Je pense qu'il est important de montrer que le Conseil administratif et le Conseil municipal sont unis et qu'ils veulent avoir la maîtrise de cette situation. Parce que, si on ne le précise pas, le Conseil d'Etat dira: «Ils ont voté cela ce soir, tout va bien, etc.» Puis, dans les négociations, on torpillera un petit peu le Conseil administratif. Il faut donc montrer que le Conseil administratif a une réserve, que le législatif est au courant, qu'il tient aussi à être informé et n'entend pas se laisser avoir dans cette affaire. Parce que c'est cela qu'il faut voir dans cette affaire. Que l'on soit pour, que l'on soit contre, le tout, c'est de ne pas se laisser avoir. Et puis vous verrez qu'en fin de compte on aura eu raison de poser ces problèmes-là.

M. Bernard Lescaze (R). Depuis plusieurs siècles, les armes de Genève représentent une clé et une aigle. Aujourd'hui, on devrait peut-être remplacer cet écu par sept roitelets ayant décidé de faire un coup médiatique qui a parfaitement réussi.

Au moment où chacun parle d'identité, veut assimiler cette identité à notre bonne Ville de Genève et traite d'intérêt général, en voyant peut-être ses intérêts particuliers, j'aimerais rappeler, en situant un peu différemment le débat, qu'il y a d'abord, dans le respect de nos institutions, un projet de loi constitutionnelle déposé par le Conseil d'Etat au Grand Conseil, et que, à juste titre, ce projet concernant la Ville de Genève, le Conseil administratif de notre commune a décidé de réagir.

J'aimerais dire ici clairement qu'il ne faut pas minimiser la portée du projet du Conseil d'Etat, dont je m'empresse d'affirmer qu'il est d'une parfaite indigence vis-à-vis de notre cité. En revanche, l'intention me paraît aller bien au-delà de l'harmonisation des compétences ou de la gestion. Et c'est bien ce qui fait que ce projet est à la fois dangereux et séduisant, il faut le dire, pour une partie de notre population. Il veut engager une autre vision de ce canton, et, de ce point de vue là, il faut faire crédit au Conseil d'Etat du fait qu'il a une volonté – peut-être pour défendre ses propres intérêts, nous n'épiloguerons pas là-dessus – d'essayer de faire une véritable révolution.

Le projet du Conseil d'Etat pose de vraies questions, il faut le lui laisser, mais il apporte, à mon sens en tout cas, de très mauvaises réponses. Pour vous montrer combien ce Conseil d'Etat ne sait pas vraiment où il va, je relève qu'il essaie de s'appuyer sur le passé en rappelant que la Ville de Genève n'a été dotée d'une autonomie communale réelle qu'à partir de 1842, suite, dit-il, à une pétition. En réalité, Mesdames et Messieurs les conseillers municipaux, il ne s'agissait pas simplement d'une pétition mais d'une véritable révolution, avec des milliers de citoyens, dans la rue, autour de l'Hôtel de Ville et sur la Treille. Mais il semble

que, de ce point de vue là, la mémoire fasse singulièrement défaut au Conseil d'Etat. Il oublie qu'effectivement Genève, cette république, ce canton, c'est d'abord une ville, et c'est d'abord notre ville.

Cela étant dit et précisé, on constate quand même que le Conseil d'Etat suggère d'associer, à juste titre, les habitants de notre Ville, ainsi que les représentants des autres communes, à la préparation des projets futurs qu'il demande au Grand Conseil d'élaborer, dans une procédure assez inusitée. Une question se pose donc là: comment associer la Ville, comment associer les autres communes au travail législatif ordinaire du Grand Conseil? D'autant plus que, dans le projet, le Conseil d'Etat dit qu'il souhaite que le cadre de la discussion dépasse les institutions qui préparent usuellement des modifications constitutionnelles et légales, c'est-à-dire le Grand Conseil.

Cela veut très clairement dire que le Conseil d'Etat n'a pas été assez loin dans ce qu'il propose. Je me garde bien ce soir de proposer le moindre amendement et je pense que nous devons soutenir le Conseil administratif dans sa résolution telle qu'elle est, claire, simple, sobre, concise et parfaitement percutante, à mon avis, sans apporter des amendements qui compliquent le problème. Que devrait proposer le Conseil d'Etat, que devrions-nous proposer? Qu'est-ce que je vais, pour ma part, proposer au Grand Conseil? Je vais vous l'expliquer tout de suite: une constituante! Parce que ce qui se fait dans le canton de Vaud, dans celui de Fribourg pourrait également se faire dans le canton de Genève. Une véritable constituante aurait l'immense avantage de mettre à plat l'ensemble des problèmes. C'est-à-dire non pas simplement les relations entre la Ville et l'Etat, mais les relations entre les communes et l'Etat, entre les communes et les régions avoisinantes, entre le canton de Genève et le canton de Vaud, par exemple, entre les communes elles-mêmes. Tous ces problèmes qui se posent aujourd'hui pourraient être étudiés avec fruit, avec profit, par une constituante. C'est d'autant plus vrai que le Conseil d'Etat précise, à l'appui de son projet, que d'autres problèmes qui ne concernent absolument pas la Ville devraient être traités, comme la durée de la présidence du Conseil d'Etat. Vous en conviendrez avec moi, Mesdames et Messieurs, c'est quelque chose qui concerne tout le canton, et pas simplement la Ville.

Un dernier mot, enfin, sur cette volonté de dépeçage de la Ville en plusieurs communes. A l'heure actuelle, où partout en Europe, et en Suisse aussi, on s'efforce de réduire le nombre des communes, de façon à leur donner une autonomie plus grande, pourquoi prendrions-nous, à Genève, la voie exactement inverse en transformant notre cité en sept ou huit petites communes? C'est à croire que les roitelets de la tour Baudet souhaitent se multiplier! Non, Mesdames et Messieurs, je pense qu'il nous faut aujourd'hui, d'une manière très claire, assurer au Conseil administratif notre plein appui concernant cette résolution. Retirez

si possible tous vos amendements, qui obscurcissent le débat. Il s'agit, vis-à-vis des citoyens des autres communes, d'avoir le maximum de lisibilité dans la défense de notre commune, en étant conscients qu'un certain nombre de problèmes se posent dans tout le canton et que nous serons bien obligés, un jour ou l'autre, de les prendre à bras-le-corps et de les résoudre. C'est pour cela que je vous invite à suivre la résolution du Conseil administratif et à vous battre en tous lieux contre le projet du Conseil d'Etat, du moins tel qu'il est ressorti du document qui a été diffusé aujourd'hui à certains députés et que le Conseil administratif possède. (*Applaudissements.*)

M. Pierre de Freudenreich (L). Je pense qu'il est important que chacun puisse prendre position sur ce sujet. Chacun prend un peu de temps, mais je crois que, manifestement, c'est utile. Compte tenu du fait que l'on a reçu la proposition de résolution urgente ainsi que le projet de loi tout récemment, on pourrait réagir en disant: «Vous nous avez surpris, Messieurs les conseillers administratifs, vous déposez une résolution urgente alors que nous n'avons pas pu prendre connaissance du projet du Conseil d'Etat.» Nous avons là une attitude de blocage, comme celle que vous auriez pu avoir, et que vous avez eue, avec le Conseil d'Etat, en disant: «Vous allez un peu vite, on aimerait analyser le problème avant de faire part de notre position.» Je vois que chaque groupe, et le groupe libéral également, ne va pas avoir cette attitude – qui n'est pas très constructive – parce que l'on pense qu'il faut participer au débat et ne pas le refuser, même si on est un peu pris de vitesse, ce qui est le cas aujourd'hui pour tous les groupes, j'espère que vous en conviendrez. En effet, le problème est suffisamment complexe pour susciter un certain nombre de discussions.

En ce qui concerne le groupe libéral, on en a discuté tout à l'heure, en quelque sorte entre la poire et le fromage, dans la mesure du possible. Il est bien clair que chacun n'a pas pu s'exprimer comme il le souhaitait, mais on a tout de même pu déterminer une vision commune. Je crois que, indépendamment de la forme, beaucoup de groupes s'appuient sur la manière dont le Conseil d'Etat a présenté le dossier. Mais, avec un tout petit peu de recul, on pourrait se demander comment le Conseil administratif aurait réagi s'il n'y avait pas eu de fuite. C'est quand même intéressant. Et quelles auraient été ses réactions par rapport à cela? Le but du Conseil d'Etat, si j'ai bien compris en lisant la presse, était d'en discuter entre quatre yeux avec vous, Messieurs les conseillers administratifs, pour voir dans quelle direction vous souhaitiez aller. Je ne sais pas. Toujours est-il qu'on aurait pu imaginer que les discussions aillent dans ce sens, à savoir que vous auriez dû réagir sur le fond, et non exclusivement sur la forme.

Chaque groupe a exprimé son point de vue, que je partage entièrement, sur la manière dont le dossier a été présenté: il est évident que, sur un projet de ce type

et de cette importance, la manière utilisée par le Conseil d'Etat est discutable. On peut toutefois se demander pourquoi le Conseil d'Etat a choisi ce chemin. On doit quand même reconnaître que les sept conseillers d'Etat ne sont pas tombés de la dernière pluie, ils ont une vague expérience de la politique, ils ont un tout petit peu de recul par rapport à la phénoménologie des relations politiques entre la Ville et l'Etat, ils sont dedans régulièrement. Donc, s'ils ont choisi ce chemin, il y a sans doute des raisons. Et je serais très intéressé de les connaître. Ce qui est important pour nous, c'est de faire, entre guillemets, un examen de conscience de la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui en Ville de Genève, afin d'essayer de comprendre quel cheminement a suivi le Conseil d'Etat pour arriver à cette situation.

Que peut-on constater objectivement? C'est que manifestement, au fil des années, la Ville de Genève a grandi, elle est devenue plus puissante, fiscalement, en termes de nombre d'habitants. Au fil des années, la Ville de Genève a développé toute son infrastructure administrative, c'est-à-dire que, pour prendre des décisions concernant des préavis, aussi bien en matière d'aménagement que de circulation, etc., elle a mis sur pied des services entiers pour étudier les différents dossiers. Il est clair que cela a créé un certain nombre de problèmes.

On observe de plus en plus, pour ce qui est de la Ville de Genève, et du Conseil administratif en particulier, une volonté, entre guillemets, de grappiller des compétences. On souhaite en effet des compétences en matière d'aménagement, des compétences supplémentaires en matière de circulation, des compétences plus importantes en matière de voies de circulation et, à la longue, cela commence à poser un certain nombre de problèmes. On en a d'ailleurs débattu il y a quelques mois, lors d'une discussion pour savoir s'il était opportun, pour la Ville de Genève, d'avoir un pouvoir décisionnel sur tout ce qui concerne le réseau secondaire des voiries, avec tout ce que cela implique. Il y a manifestement un problème de répartition des compétences, compte tenu de la taille de la ville et de la taille du canton. C'est une réalité, et je crois que personne ne peut objectivement refuser ce constat.

Qu'a fait la Ville de Genève depuis un certain nombre d'années? En 1991, il y a eu les 101 propositions et, en juin 1997, les fameuses résolutions, les trains de mesures du Conseil administratif. Aussi bien pour les 101 propositions que pour les fameuses résolutions, l'objectif était de redimensionner la Ville de Genève, afin qu'elle se limite aux tâches qu'elle a l'obligation, prévue par la loi, de supporter, en termes financiers et en termes de compétences. C'était cela, le but des résolutions. Il y avait des problèmes sociaux, d'aménagement, de SIS, enfin toute une phénoménologie. Si l'on met tous les éléments ensemble, on peut constater que, en fait, les compétences se sont développées au fil du temps. Il y a des

problèmes de compétences entre la Ville et l'Etat, qui engendrent toutes les discussions qui ont régulièrement lieu entre le Conseil d'Etat et le Conseil administratif.

Alors, que se passe-t-il? Le Conseil d'Etat et le Conseil administratif essaient de discuter. Je crois qu'il y a eu un certain nombre de séances, notamment entre M. Vaissade et M^{me} Martine Brunschwig Graf; il y a tout le temps des discussions, on discute, on discute. C'est très bien, mais j'ai le sentiment qu'apparemment ces discussions ont de la peine à avancer, pour mille raisons. Est-ce que ce sont des raisons de roitelets, un roitelet ici, un roitelet là? Je crois que ce n'est pas le bon débat.

Le débat, c'est de savoir et de déterminer clairement quelles sont les compétences, afin qu'il n'y ait pas en permanence des chocs. On peut constater que, à terme, il y a entre la Ville et l'Etat un combat, caché peut-être mais qui existe, sur un certain nombre de compétences. Un des objectifs du Conseil d'Etat est de clarifier cette situation, et je crois que c'est le vœu de chacun! Le moyen qui a été utilisé est totalement non constructif, parce que cette espèce de forcing va manifestement à l'encontre des intérêts de tout le monde. Le but est, bien entendu, de pouvoir réfléchir sur le sujet.

Il y a donc deux solutions. La première consiste à appuyer cette résolution de manière totale et à dire: «Allez contre ce projet, bagarrez-vous, combattez – c'est d'ailleurs écrit dans la résolution – et créez une véritable guerre des tranchées entre le Conseil administratif et le Conseil d'Etat.» Est-ce que cela va vraiment faire avancer le «schmilblick»? Je n'en ai pas le sentiment. Alors, il y a une deuxième solution. Si on est tous convaincus qu'il y a véritablement un problème de superposition, que le problème est là et que l'on a envie de le résoudre, alors, dans l'intérêt général, ne devrait-on pas éventuellement fixer des délais et dire: «Pendant une certaine période, vous négociez, vous essayez de trouver des solutions, puis vous venez avec un projet concret, dans deux ans, dans trois ans, dans six mois, pour que l'on puisse effectivement avancer?» J'ai vraiment le sentiment qu'il n'y a pas véritablement de volonté de la part du Conseil administratif d'aller dans cette direction. En effet, la résolution que vous proposez, Messieurs les conseillers administratifs, n'est pas de dire: «On a conscience du problème, on va vous présenter des solutions à terme en négociant, avec un délai», mais vous préconisez d'aller tout simplement à l'encontre du projet du Conseil d'Etat.

La proposition du groupe libéral est de vous soutenir dans cette résolution. On va simplement l'amender, si vous permettez, et dire que, en effet, le projet du Conseil d'Etat tel qu'il est proposé aujourd'hui n'est pas acceptable. Nous vous proposons l'amendement suivant, dans lequel nous remplaçons les deux paragraphes de la proposition de résolution par l'invite suivante:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à défendre les intérêts de la municipalité dans le cadre des discussions qui devront être menées avec le Conseil d'Etat en vue d'éliminer les doublons et de redéfinir la répartition des tâches publiques entre la Ville de Genève et le Canton.»

Nous n'avons pas mis de délai, mais il faudra en mettre un, j'imagine, afin qu'effectivement vous vous occupiez, Messieurs les conseillers administratifs, de manière constructive de problèmes identifiés par tout le monde, aussi bien par tous les partis que par vous-mêmes.

M. Michel Ducret (R). Je tiens d'abord à préciser que je m'exprime ici à titre personnel. Je ne partage pas la position de mon groupe quant aux conclusions sur le projet de résolution qui nous est présenté ce soir, ne serait-ce que parce que – si je partage en revanche les conclusions exposées par M. Bernard Lescaze tout à l'heure en ce qui concerne l'attitude à avoir au niveau cantonal – je ne lis pas qu'il s'agit d'un projet de démantèlement. Et si j'avais un amendement à proposer ce soir – mais je m'en abstiendrai, parce que l'on va se perdre – cela serait simplement que le libellé soit: «Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à défendre les intérêts des citoyens de la Ville de Genève» et non pas «les intérêts de la Municipalité».

En effet, c'est vis-à-vis des citoyens et de la défense de leurs intérêts que je prête d'abord serment en tant qu'élu municipal, et non pas vis-à-vis d'une entité politique. Donc, ce soir, je suis étonné, Mesdames et Messieurs, par le refus et la manière dont sont perçus les buts visés par la proposition du Conseil d'Etat, des buts qui concernent d'ailleurs toutes les communes du canton et pas la seule Ville de Genève, je le rappelle. Le projet du Conseil d'Etat change peut-être plus de choses pour l'avenir de la Ville de Genève telle que nous la connaissons, mais toutes les communes sont concernées.

Quels sont les buts visés? Ils ont été énoncés: plus de démocratie, dite de quartier ou de commune; c'est donc un renforcement du rôle de proximité de la commune; plus d'équilibre entre ces diverses collectivités, notamment dans leurs contributions fiscales, c'est-à-dire une réelle communauté urbaine, qui se fera de toute façon, et la participation inhérente de tout le canton actuel aux frais d'équipement communs et qui sont d'intérêt pour tous, qu'assume aujourd'hui seule notre Ville de Genève. Le projet du Conseil d'Etat envisage également, et c'est contenu dans le texte, une harmonisation fiscale entre toutes les communes, c'est-à-dire pour tous les citoyens du canton. Tous ces buts, Mesdames et Messieurs, correspondent à des demandes réitérées, sous forme de motions, de résolutions,

que nous avons entendues aussi bien dans ce Conseil municipal qu'au Grand Conseil, déposées et votées notamment par les partis de l'actuelle majorité, lesquels ont fort curieusement été les premiers à crier haro sur cette proposition du Conseil d'Etat.

Certes, le procédé employé par le Conseil d'Etat a été fort peu élégant. Le contenu de la proposition est, semble-t-il, bien léger. J'admets volontiers qu'on la qualifie de coquille creuse. Néanmoins, la question que je vous pose, Mesdames et Messieurs, est la suivante: n'est-ce pas notre rôle de nous, élus, de nous pencher sur ce qu'il doit contenir? La proposition du Conseil d'Etat a le mérite d'ouvrir une piste de réflexion, d'obliger à entamer un processus qui, à terme, vise une meilleure gestion de l'ensemble de notre collectivité. A ce titre, se prononcer contre un prétendu démantèlement sans même vouloir en savoir plus me semble une erreur fatale, une attitude de conservatisme étriqué pour le maintien d'une entité, certes historique, mais qui, je vous le rappelle, n'a que 60 ans! En effet, notre Ville, notre commune de Genève, dans ses limites actuelles, n'est pas plus ancienne. Et, en vérité, nous pourrions aussi bien parler, dans le projet qui nous a été présenté, de l'annexion par la Ville de Genève du solde du canton.

Quant à parler de faire fi du débat démocratique, alors qu'il est expressément demandé, en toutes lettres, par le Conseil d'Etat dans sa proposition, cela tombe sous le coup d'un simple préjugé et n'est certainement pas le fruit d'une réflexion. J'ai entendu ce soir des non-sens concernant le texte déposé par le Conseil d'Etat, dont nous n'avons d'ailleurs même pas tous connaissance; M. Losio l'a d'ailleurs relevé avec justesse. Cette attitude n'est pas digne de politiciens sérieux. Notre Ville se doit d'examiner les moyens de retrouver une échelle proportionnelle à sa population, à ses prestations et à sa réputation mondiale. On ne peut prétendre qu'il faut changer les choses et refuser d'examiner une proposition qui est loin d'être infondée, qui a le mérite d'exister, par rapport à rien, par rapport à des gens qui proposent que rien ne change. En effet, cela fait combien d'années que nous demandons au Conseil administratif d'étudier tout moyen susceptible de renforcer l'autonomie communale, intégrant la résorption de doublons coûteux pour la collectivité genevoise, et que nous ne voyons aucun résultat, bien au contraire?

Ce que je vous dis ce soir, Mesdames et Messieurs, c'est que je ne saurai pour ma part accepter qu'un texte qui invite le Conseil administratif à «défendre les intérêts des citoyens de la Ville de Genève». Et pour cela, il n'y a qu'une solution: ouvrir notre horizon. C'est à ce titre-là que nous pourrions avancer si nous ne voulons pas stagner. Car, en stagnant, notre Ville va, à terme, perdre de son prestige, de son ouverture, de son intérêt. Nous devons changer de dimension, être à la hauteur de notre réputation mondiale.

M. Roger Deneys (S). Il est vrai que le projet du Conseil d'Etat, dont on a eu connaissance par la presse la semaine passée, pose plusieurs questions. Quand on le regarde de près, on peut même se demander si on n'était pas le 1^{er} avril! En effet, en observant la proposition de démanteler la Ville en plusieurs communes, on ne sait pas très bien si l'on a affaire à une proposition sérieuse, surtout si, comme tout politicien averti, on s'intéresse aux problématiques de répartition de charges et de compétences entre la Ville et le Canton. Je crois que l'on peut dire que le Conseil d'Etat souffre actuellement d'une maladie grave qui s'appelle l'encéphalite spongiforme cantonale, qui est sûrement contagieuse et dont on risque d'entendre parler encore pendant longtemps, parce que ce genre de maladie peut avoir des effets encore vingt ans après.

Je pense que le problème est fondamentalement grave, parce que l'on est bien tous d'accord, sur tous les bancs, me semble-t-il, qu'il y a des problèmes de répartition de charges et de compétences entre la Ville et le Canton, que cette répartition n'est pas satisfaisante maintenant. Mais on est aussi tous d'accord, je crois, pour reconnaître qu'il y a des problèmes spécifiquement urbains, liés à la vie en ville, qui sont justement différents de ceux des gens vivant à l'extérieur, dans les campagnes.

Ce qu'il y a de grave dans le projet du Conseil d'Etat, c'est qu'il propose de démanteler la solidarité urbaine en faisant des petits quartiers, en faisant des petits roitelets, ce qui revient en fait à démanteler la solidarité que l'on retrouve, notamment, dans les projets d'aménagement. En effet, on dit que l'on va donner plus d'autonomie aux futures petites communes, mais on va évidemment leur retirer des compétences, parce que l'on va dire: «Mais, Monsieur, votre parking à la place Neuve, ça regarde le Canton, ça ne regarde pas la petite commune de Plainpalais!»; «Mais, Monsieur, la place des Nations, ça ne regarde pas la commune de Vermont, ça regarde le Canton.» En l'occurrence, ce qui se passe, c'est que l'on nie les droits démocratiques des habitants de la ville, et cela c'est un véritable scandale, alors que l'on est tous d'accord pour dire que les charges et les compétences doivent être réparties autrement.

Deux choses me frappent particulièrement quand on parle d'argent ou de doublons. Il y a actuellement un accord qui a été négocié, semble-t-il, au niveau des amendes d'ordre, pour que le Canton garde le monopole des amendes d'ordre et verse 5 millions de francs à la Ville. (*Remarque.*) Non? Ce n'est pas juste? En l'occurrence, ce qui se passe, c'est qu'il verse peut-être 5 millions de francs à la Ville, et c'est intéressant au niveau financier, mais c'est catastrophique au niveau du résultat, parce que la police cantonale et ses agents ne font pas leur travail pour les citoyens de la ville. Tous les habitants le constatent: les voitures sont parquées n'importe où, il n'y a actuellement rien qui soit respecté. Ce n'est donc pas

qu'une question d'argent, c'est aussi une question de respect des citoyens, et ce démantèlement en plusieurs communes est une manière d'étouffer les revendications des habitants qui sont en ville.

M. Alain Comte (AdG/TP). Nous ne sommes déjà pas d'accord avec les termes de la proposition de réforme institutionnelle qui émane du Conseil d'Etat et qui prévoit l'organisation administrative et politique du canton sous la dénomination «République et Ville de Genève». Cette réforme institutionnelle que nous propose le Conseil d'Etat est, en fait, bien plus que cela. Il s'agit, ni plus ni moins, de liquider la Ville de Genève dans son entité, car, en la morcelant en plusieurs communes, le Conseil d'Etat ne souhaite pas en faire une République et Ville de Genève, mais plutôt une république bananière. Dès lors, on peut se demander pourquoi le Conseil d'Etat veut une telle réforme. La Ville de Genève ferait-elle de l'ombre au Conseil d'Etat? On peut répondre: oui, sans doute. Diviser pour régner, tel doit être l'adage du Conseil d'Etat. Une réforme d'une telle importance explicitée sur quatre pages cache quelque chose: la perte de démocratie pour les citoyennes et les citoyens de la Ville de Genève, d'une part, ce qui n'est pas acceptable pour nous, et pour les éventuelles autorités de ces soi-disant communes, d'autre part.

En matière économique, rien ne figure dans le document du Conseil d'Etat, si ce n'est que le Grand Théâtre peut, à la rigueur, dépendre de la Ville de Genève, laquelle n'existera plus. Cependant, le document poursuit en disant qu'il est illusoire d'imaginer que celui-ci dépende de la commune de Plainpalais ou des Eaux-Vives. Voilà un bel exemple: qui va s'occuper du Grand Théâtre après de telles réformes?

La disparition de l'administration municipale provoquerait une suppression importante d'emplois, à moins que les actuels employés de la Ville de Genève ne trouvent un emploi dans les éventuelles communes de la Ville de Genève, ce qui n'est pas le but souhaité par le Conseil d'Etat.

De plus, le Conseil d'Etat compare la commune de Bellevue à celle de la Ville de Genève au sujet du nombre d'élus par rapport au nombre d'habitants. Là aussi, on peut se retourner contre le Conseil d'Etat et dire que l'on peut comparer la Ville de Genève à la commune de Paris. Cela pourrait vous faire sourire; moi aussi, cela me fait sourire.

Politiquement, quelles seront les prérogatives des élus de ces soi-disant communes de l'ex-Ville de Genève? Pas d'administration, pas d'infrastructure, étant donné que toutes les compétences seront dévolues au Conseil d'Etat et que celui-ci ne souhaite qu'une seule administration. Je plains les futurs

élus de ces soi-disant communes Ville de Genève. Ceux-ci ne seraient là que pour encaisser, face à la population, les mauvaises propositions du Conseil d'Etat.

En conséquence, je vous invite, Mesdames et Messieurs, à voter la résolution proposée par le Conseil administratif, ainsi que l'amendement de M. Mouhanna.

M. Christian Zaugg (AdG/SI). Je voudrais dire que nous sommes en plein paradoxe et c'est bien ainsi que je ressens les choses. Prenons quelques exemples: le Grand Conseil, le Conseil d'Etat ont voulu se séparer d'un certain nombre de charges, et je cite à titre d'exemple les patrouilles scolaires. A un moment donné, l'Etat n'a plus voulu de ces employées, ma foi, fort utiles, et je vous rappelle le débat qui a eu lieu à cette époque, où l'on nous disait tout simplement que l'on pouvait remplacer ce personnel par des feux ou des signaux! Qu'advierait-il donc de ces patrouilles scolaires dans une République et Ville de Genève? Je n'ose y penser...

On nous parle, par ailleurs, de doublons; mais l'essentiel de ceux-ci, en tout cas un certain nombre, c'est l'Etat lui-même qui les a ajoutés! Et les exemples ne manquent pas!

J'en viens maintenant aux communes. Véritablement, que resterait-il comme prérogatives à ces sept communes genevoises, sept minicomunes à l'intérieur de la Ville? Des compétences d'aménagement? Mais c'est impensable! Vous n'imaginez pas un instant l'une de ces municipalités faire la moitié de la rue des Alpes et dire: «Voilà, c'est fini et après le reste ne me concerne plus.» Il n'y aurait donc, à partir de cet exemple, pas ou peu de compétences d'aménagement pour ces dernières. Des compétences culturelles? Mais il n'y en aurait pas non plus, puisque l'opéra, la culture, les théâtres seraient eux pris en charge par l'Etat. Et ainsi de suite. Mais que resterait-il donc comme prérogatives, je vous le demande, pour les sept futures communes genevoises? Par ailleurs, j'ajoute que cela représente un risque pour l'ensemble des communes genevoises, qui, au vu de ce qui se passerait en ville, pourraient voir leur autorité fortement diminuer.

Ce sont les raisons pour lesquelles je trouve que ce projet de démantèlement est totalement aberrant et que je soutiens bien évidemment la proposition du Conseil administratif.

M. Robert Pattaroni (DC). J'inaugure une série d'interventions courtes. Nous avons entendu plusieurs partis proposer des amendements, sauf un; à notre avis, cela signifie probablement que l'on souhaite perfectionner ce texte. Ne

serait-il pas judicieux qu'il y ait, d'ici demain, une réunion entre les divers propositions, de façon à tenter d'avoir un texte unique qui aurait beaucoup plus de force s'il était voté par une très grande majorité, voire à l'unanimité? C'est ma proposition, Madame la présidente.

La présidente. Eh bien, je vous remercie beaucoup, Monsieur Pattaroni, parce que c'est exactement la proposition qui allait être faite par le bureau à la fin des interventions. J'avais prévu de faire une suspension de séance d'un quart d'heure, justement pour vous donner la possibilité d'harmoniser vos amendements. En effet, cinq amendements ont été proposés, dont un certain nombre sont vraiment très proches les uns des autres. La proposition que le bureau vous fait, c'est effectivement de faire une suspension de séance pour permettre aux chefs de groupe, aux auteurs des amendements et à la présidente de rédiger un texte unique. Je passe encore la parole à M. Marquet.

M. Alain Marquet (Ve). Mon intervention avait la même visée que celle de M. Pattaroni, et la proposition que vous venez de nous faire, Madame la présidente, a aussi un peu de bon sens. Si, il y a maintenant une heure et demie, le Conseil administratif pouvait espérer obtenir une majorité décente en faveur du projet de résolution qu'il nous présentait, je crois que maintenant, avec les cinq amendements déposés et, en plus, la discussion qui s'est faite sur un sujet dont, je pense, la majorité des quatre-vingts personnes qui sont ici n'a pas fait l'analyse, cela me paraît aller vers un débat encore plus difficile. Dans les cinq amendements, on risque d'avoir des choses qui se contredisent, de voter des éléments contradictoires. A mon avis, il est plus que nécessaire de proposer une interruption de séance, cela me paraît une bonne chose. Moi, j'avais même envie de proposer que nous puissions tous, ce soir, partir avec les cinq amendements sous le bras et que nous nous débrouillions pour en discuter encore ce soir ou demain dans la journée, avant la séance. Il me semble que cet objet est maintenant devenu encore plus confus qu'il ne l'était il y a une heure et demie et que l'interruption de séance s'impose d'elle-même, le bon sens la demande. Merci, Madame la présidente!

La présidente. Avant cette interruption, j'aimerais aussi vous rappeler que bon nombre d'entre vous qui sont intervenus ont fait remarquer combien il était important que le Conseil municipal soit uni avec le Conseil administratif. C'est la raison de notre proposition, et je vous remercie d'y adhérer. Puisqu'il n'y a plus d'intervenant pour l'instant, je vous propose une suspension de

séance jusqu'à 22 h 30. Les personnes intéressées, donc les chefs de groupe, les auteurs des amendements, peuvent venir avec moi se réunir à la salle Nicolas-Bogueret.

(La séance est suspendue de 22 h 15 à 22 h 40.)

La présidente. Nous avons fait un tout petit peu plus long que prévu, mais je pense que cela valait la peine, c'était productif. Nous sommes arrivés à un consensus. Je remercie toutes les personnes concernées, et naturellement le Conseil administratif, qui était avec nous et qui a accepté de modifier les invites de sa proposition de résolution. Je vais vous les lire tranquillement:

PROJET DE RÉSOLUTION AMENDÉE

«Le Conseil municipal:

- invite le Conseil administratif à défendre les intérêts de la municipalité et à s'opposer en conséquence au projet de modification constitutionnelle du Conseil d'Etat conduisant à la partition de la Ville de Genève en plusieurs communes;
- demande au Conseil administratif d'étudier tout moyen permettant de mieux répondre aux besoins de la population et d'engager les négociations avec l'Etat et les autres communes genevoises visant une répartition plus équitable des charges, compétences et revenus respectifs.»

C'est donc là-dessus que je vous proposerai tout à l'heure de voter.

M. Pierre Muller, maire. Très brièvement, je souhaite, au nom de mes collègues du Conseil administratif, remercier l'ensemble du Conseil municipal, qui vient de dégager une priorité à la résolution de problèmes importants pour notre municipalité. J'ai constaté, pendant la séance que nous avons eue tout à l'heure, une unanimité sur le projet de résolution, et en particulier sur les invites que M^{me} la présidente vient de vous lire. Nous nous sommes mis d'accord sur une chose, à mon avis, véritablement primordiale, à savoir la défense des intérêts de notre municipalité, de notre Ville de Genève, et cela, Mesdames et Messieurs, dans le respect des uns et des autres. Je crois que c'est une grande avancée. Je vous remercie de voter le projet de résolution amendée. *(Applaudissements.)*

M. Michel Ducret (R). Pour ma part, je ne peux me joindre à la proposition de texte qui a été faite et je maintiens la proposition d'amendement que j'ai déposée sur le bureau de la présidente. En voici la teneur:

Projet d'amendement

«Le Conseil municipal invite le Conseil administratif à défendre les intérêts des citoyens de la Ville de Genève dans le cadre du projet de loi constitutionnelle du Conseil d'Etat visant à la création d'une République et Ville de Genève.»

Je demande que ce projet d'amendement soit mis aux voix. Je relève d'ailleurs, à propos de la deuxième invite qui est faite dans la proposition modifiée, que l'on a déjà voté dans ce sens-là je ne sais combien de fois des résolutions et des vœux qui n'ont abouti à strictement rien.

La présidente. Je vous remercie, Monsieur Michel Ducret, mais j'ai oublié de dire que le groupe qui était à la salle Nicolas-Bogueret a en fait décidé de renoncer à tous les amendements. Toutefois, comme vous n'étiez pas présent, je pense effectivement que nous allons mettre aux voix votre amendement.

M. Guy Dossan (R). Comme il s'agit d'un objet important, je crois que le vote nominal l'est aussi. Le groupe radical demande donc que le vote de résolution se fasse par appel nominal.

La présidente. Cette demande est-elle appuyée par quatre conseillers municipaux? (*De nombreux conseillers lèvent la main.*) Très bien, il en sera fait ainsi. Nous passons au vote de l'amendement de M. Michel Ducret.

Mis aux voix, l'amendement de M. Ducret est refusé à la majorité (abstention du groupe libéral et de quelques Verts.)

Mise aux voix à l'appel nominal, la résolution amendée par le Conseil administratif, les chefs de groupe et les auteurs d'amendements est acceptée par 66 oui contre 2 non.

Ont voté oui (66):

M^{me} Anne-Marie von Arx-Vernon (DC), M^{me} Nicole Bobillier (S), M. Didier Bonny (DC), M^{me} Marie-Thérèse Bovier (L), M. Roberto Broggin (Ve),

M^{me} Sophie Christen (L), M. Alain Comte (AdG/TP), M^{me} Renate Cornu (L), M. Olivier Coste (S), M^{me} Barbara Cramer (L), M. Pierre de Freudenreich (L), M^{me} Diana de la Rosa (S), M^{me} Diane Demierre (L), M. Roger Deneys (S), M. Gérard Deshusses (S), M. Guy Dossan (R), M. Alain Dupraz (AdG/TP), M^{me} Fatiha Eberle (AdG/SI), M^{me} Hélène Ecuyer (AdG/TP), M. Alain Fischer (R), M. Jacques François (AdG/SI), M. René Grand (S), M^{me} Monique Guignard (AdG/TP), M. Jean-Marie Hainaut (L), M^{me} Catherine Hämmerli-Lang (R), M. François Harmann (L), M. François Henry (L), M^{me} Monica Huber Fontaine (Ve), M^{me} Marianne Husser (Ve), M^{me} Vanessa Ischi (Ve), M^{me} Liliane Johner (AdG/TP), M. Roman Juon (S), M^{me} Virginie Keller Lopez (S), M. Daniel Künzi (AdG/SI), M^{me} Michèle Künzler (Ve), M^{me} Ruth Lanz (AdG/SI), M. Jean-Charles Lathion (DC), M. Bernard Lescaze (R), M. Pierre Losio (Ve), M. Jean-Pierre Lyon (AdG/SI), M. Alain Marquet (Ve), M^{me} Christina Matthey (Ve), M. Pierre Maudet (R), M. Guy Mettan (DC), M. Souhail Mouhanna (AdG/SI), M^{me} Isabel Nerny (AdG/SI), M. Jean-Pierre Oberholzer (L), M. Bernard Paillard (AdG/SI), M. Robert Pattaroni (DC), M. Jean-Pascal Perler (Ve), M. Jean-Luc Persoz (L), M. Georges Queloz (L), M. Pierre Reichenbach (L), M. Jean-Charles Rielle (S), M^{me} Sandrine Salerno (S), M. Alain-Georges Sandoz (AdG/TP), M. Guy Savary (DC), M. Armand Schweingruber (L), M. Damien Sidler (Ve), M. Daniel Sormanni (S), M. François Sottas (AdG/TP), M^{me} Marie-France Spielmann (AdG/TP), M^{me} Marie Vanek (AdG/SI), M^{me} Michèle Wavre-Ducret (R), M. René Winet (R), M. Christian Zaugg (AdG/SI).

Ont voté non (2):

M. Michel Ducret (R), M. Mark Muller (L).

Étaient excusés à la séance ou absents au moment du vote (11):

M. Tristan Cerf (AdG/TP), M^{me} Liliane Chabander-Jenny (L), M. Philippe Cottier (DC), M^{me} Linda de Coulon (L), M. Jean-Marc Froidevaux (L), M. Guy Jousson (AdG/TP), M. Sami Kanaan (S), M. André Kaplun (L), M. Jacques Mino (AdG/SI), M^{me} Alexandra Rys (DC), M^{me} Evelynne Strubin (AdG/SI).

Présidence:

M^{me} Alice Ecuillon (DC), présidente, n'a pas voté.

La résolution est ainsi conçue:

RÉSOLUTION

Le Conseil municipal:

- invite le Conseil administratif à défendre les intérêts de la municipalité et à s'opposer en conséquence au projet de modification constitutionnelle du Conseil d'Etat conduisant à la partition de la Ville de Genève en plusieurs communes;
- demande au Conseil administratif d'étudier tout moyen permettant de mieux répondre aux besoins de la population et d'engager les négociations avec l'Etat et les autres communes genevoises visant une répartition plus équitable des charges, compétences et revenus respectifs.

4. Propositions des conseillers municipaux.

Néant.

5. Interpellations.

Néant.

6. Questions.

orales:

M. Pierre Losio (Ve). Ma question s'adresse à M. le conseiller administratif Christian Ferrazino. J'ai lu récemment un article dans la presse qui disait, lors d'une interview d'un conseiller d'Etat, que, en ce qui concerne les égouts en Ville de Genève, le coût total des investissements à effectuer pour l'installation générale de toutes les canalisations en système séparatif pourrait s'élever à plus d'un milliard de francs. J'aimerais savoir si cette somme correspond à une réalité. Bien entendu, je n'attends pas de M. le conseiller administratif une réponse ce soir, je pense qu'il devra consulter ses services, mais je souhaiterais avoir une information par rapport à l'ordre de grandeur qui est énoncé.

M. Roger Deneys (S). Ma question s'adresse au conseiller administratif Christian Ferrazino. Elle concerne un projet d'aménagement dans le quartier des Grottes, à propos d'une coopérative. Il y a, semble-t-il, un projet d'aménagement qui avait beaucoup avancé sous le règne de M^{me} Burnand et qui serait tout à coup remis en question par d'autres projets que le conseiller administratif est en train de mettre en avant. J'aimerais savoir s'il se rend bien compte que ce projet avait déjà fait l'objet de nombreuses discussions parmi les habitants et que, en l'occurrence, il s'agit de remettre en question un projet venant des habitants eux-mêmes, ce qui serait un petit peu dommage. J'aimerais savoir ce qu'il en pense et ce qui se passe.

M. Christian Ferrazino, conseiller administratif. Monsieur Deneys, il ne s'agit pas de remettre en question ce qui a été, comme vous l'avez dit, discuté notamment par les habitants des Grottes. Certains me reprochent parfois d'aller trop vite, il est normal que d'autres me reprochent parfois d'aller trop lentement. Simplement, Monsieur Deneys, il s'agit d'un projet issu d'un concours et visant à créer, sur la place Montbrillant, derrière la gare, un hôtel et des immeubles d'habitation, dont deux petits immeubles seraient mis en droit de superficie en faveur d'une coopérative. Le projet en tant que tel est donc séduisant, cependant il a notamment pour conséquence la démolition de deux immeubles existants. Cela pose donc également un problème dans un quartier qui s'est battu, vous le savez, pour préserver son bâti. Et il y a lieu – c'est ce que nous examinons en ce moment – de voir si ce projet peut s'intégrer différemment dans le site en question, et si véritablement les démolitions envisagées sont inéluctables. Voilà ce qui explique que nous n'ayons pas mis la vitesse supérieure dans ce projet, mais nous y réfléchissons, nous examinons la situation et nous continuerons la concertation avec les habitants du quartier comme elle a été, vous l'avez rappelé à juste titre, menée dans tout le cadre de ce projet. Simplement, il y a un certain nombre de problèmes relativement délicats qui méritent que l'on s'y arrête quelques instants.

M. Roberto Broggin (Ve). Ma question s'adresse à M. Ferrazino. Plusieurs conseillers m'ont demandé pourquoi j'étais venu avec mon presse-papiers, car ceci est un presse-papiers! (*M. Broggin brandit un pavé.*) J'avais posé la même question devant ce Conseil il y a quelques années. Ce presse-papiers est un demi-pavé, et vous voyez bien – cela rejoindra les propos de mon collègue Pierre Losio – que sur la tranche, il a été scié. Dans notre ville, on met du béton pour sceller les pavés, puis on ne peut plus les desceller. Un demi-pavé peut être une arme assez dangereuse, plus dangereuse qu'un pavé entier. Le bétonnage empêche l'infiltration des eaux, et mon ami Pierre Losio a justement posé une question à propos des réseaux des égouts et des collecteurs, qui coûteraient plus d'un milliard de francs

– parce que l'on a bétonné toute notre ville. La société Colt est en train de nous faire tous nos sous-sols et doit donc scier les pavés, cela provoque des nuisances sonores qui dépassent les normes fédérales OPBruit. Les normes fédérales ont été fixées pour être respectées, mais dans notre bonne cité de Genève, dans notre bonne République, nous n'avons pas pris le soin de pouvoir desceller les pavés silencieusement avec un petit outil; on a tout bétonné.

Je n'attends pas une réponse immédiate, Monsieur Ferrazino, mais j'aimerais bien savoir si l'on va continuer à déranger nos habitants et nos travailleurs avec des scies intempestives, car, vous le savez, les scies servant à forer nos trottoirs font énormément de bruit et cela dérange beaucoup de monde.

Par ailleurs, ces pavés, on les jette, ce n'est pas du matériel récupérable, tandis que partout ailleurs, que ce soit à Lausanne, en Hollande ou à Londres, quand on enlève des pavés, on les remet. Mais, à Genève, on les jette. Alors j'aimerais bien que l'on puisse répondre à cette grande question fondamentale: pourquoi, à Genève, doit-on sceller les pavés, les bétonner, et est-ce que nous avons des intérêts, nous, collectivité, à donner du travail aux bétonneurs?

M. Bernard Lescaze (R). Ma question s'adresse, je pense, à M. Vaissade. La Comédie vient de rénover partiellement ses locaux. J'aurais voulu savoir si une autorisation d'entreprendre ces travaux dans un bâtiment protégé a été octroyée. C'est la première question.

Ma seconde question est la suivante: sur quel crédit la somme d'environ 100 000 francs que cela a coûté a-t-elle été prélevée? Est-ce sur une queue de crédit d'anciens travaux de rénovation de la Comédie? Est-ce sur un fonds particulier? Ou est-ce sur les crédits de fonctionnement de ce théâtre, ce qui me paraîtrait pour le moins curieux?

M. Guy Savary (DC). J'ai deux questions. La première s'adresse à M. le maire, Pierre Muller. Où en est-on avec l'affaire des gérants du Restaurant du Parc des Eaux-Vives? Est-ce que l'on a avancé avec ce dossier, au niveau de la Commission de conciliation, voire du Tribunal des baux? Pourriez-vous nous donner une information à ce sujet?

Ma deuxième question est la suivante: j'ai vu que, à l'arrêt du tram du rond-point de Plainpalais, on a mis des lumières bleues. Quand on passe en tant que piéton, on croit traverser une installation frigorifique, parce que c'est vraiment glacial comme ton. Est-ce pour dissuader les drogués de se shooter en pleine station de tram? Ce qui serait loupé, parce qu'il y a une petite salle d'attente atte-

nante en pleine lumière. Il faudrait donc rectifier le tir si c'était dans ce sens-là. Pourrait-on nous renseigner sur l'utilité de cette lumière bleue, qui n'est vraiment pas très sympathique?

M. Pierre Muller, maire. Monsieur Savary, je répondrai à votre première question en disant que nous sommes toujours en négociations, que celles-ci sont difficiles, car nous avons mis la barre à un certain niveau pour la poursuite des tractations avec les gérants actuels. Il n'y a pas encore d'accord à ce jour.

En ce qui concerne votre deuxième question, très franchement, il faut que je fasse une investigation, parce que j'ignore de quoi il s'agit. Je vous répondrai à une prochaine séance.

Séance levée à 23 h 00.

SOMMAIRE

1. Communications du Conseil administratif	1890
2. Communications du bureau du Conseil municipal	1890
3. Proposition de résolution du Conseil administratif concernant la proposition du Conseil d'Etat en vue du démantèlement de la Ville de Genève (PR-29).....	1890
4. Propositions des conseillers municipaux	1919
5. Interpellations	1919
6. Questions	1919

La mémorialiste:
Marguerite Conus